

## CDD 12 MOIS

# CHARGÉ·E DE PROTECTION

Agir ensemble pour les droits humains recherche un·e chargé·e de protection au siège à Lyon, pour une durée de 12 mois renouvelable, et une prise de poste dès que possible, dans le cadre d'un projet de protection holistique des minorités sexuelles et de genre.

Agir ensemble pour les droits humains est une ONG internationale, basée à Lyon, qui agit depuis plus de trois décennies pour défendre les libertés et les droits humains à travers le monde. Son action se décline autour de trois axes :

- Un soutien financier et technique à des organisations émergentes ou de taille modeste qui travaillent pour la défense des droits humains dans des pays où ils sont bafoués ;
- Une protection de défenseur·ses des droits humains (DDH) dont la sécurité est menacée ;
- Un plaidoyer en réseau auprès des pouvoirs publics et des organisations internationales.

Notre vocation : s'allier avec les acteur·rices de la société civile engagé·e·s sur leurs terrains dans la lutte contre les violations des droits humains. Nos actions contribuent à renforcer leurs capacités et soutenir leur émergence.

Pour en savoir plus : [www.agir-ensemble-droits-humains.org](http://www.agir-ensemble-droits-humains.org)

### LE PROJET

Le projet vise à renforcer les mécanismes de protection des personnes œuvrant à la promotion des droits humains (particulièrement des droits des minorités sexuelles et de genre) et à contribuer à la reconnaissance effective de leurs droits dans les régions du Caucase, de l'Afrique de l'Ouest, Afrique Centrale.

Ce projet est mené en consortium : Agir ensemble se positionne en tant qu'organisation cheffe de file, et est accompagnée par trois organisations partenaires basées en France, et une en Afrique centrale.

À partir d'une démarche holistique de la protection, le projet entend soutenir à la fois des organisations de la société civile, des personnes issues des minorités sexuelles et de genre, et des défenseur·ses des droits humains en Afrique de l'Ouest, en Afrique centrale et dans le Caucase.

Le projet vise ainsi à instituer ou renforcer les mécanismes de sécurité et de protection des personnes, à encourager les dynamiques d'inclusion sociale des minorités les plus vulnérables, en mettant l'accent sur l'insertion professionnelle et économique et en menant des actions de plaidoyer à l'échelle nationale, régionale et internationale.

Le projet de 2.2 millions d'euros sur trois ans (Phase 1) a débuté en septembre 2024.



## MISSION

Sous la responsabilité de la Coordinatrice du projet, avec l'appui technique de la Responsable du pôle Protection, et en coordination avec le chargé de projet et de plaidoyer dédié au projet, le·la Chargé·e de protection met en œuvre les activités du projet dédiées à la protection des défenseur·ses des droits des minorités sexuelles et de genre. Il·elle travaillera également en lien avec les organisations partenaires du projet.

Le·la Chargé·e de protection s'inscrit dans une démarche qualité, d'apprentissage et de partage des savoirs. Il·elle effectue des déplacements ponctuels en France et à l'international.

## ACTIVITÉS PRINCIPALES

**Assure la bonne mise en œuvre des activités de protection du projet :**

- Élabore un protocole uniforme de gestion des alertes et un système de vérification des alertes incluant des acteurs locaux impliqués dans la protection des minorités sexuelles et de genre en vue de créer un Fonds d'urgence ;
- Procède à l'identification de partenaires pour la gestion du Fonds d'urgence au niveau local ;
- Procède à la formation de partenaires pour la gestion du Fonds d'urgence au niveau local ;
- Assure la vérification, la protection et le suivi des demandes des défenseur·ses en danger immédiat, incluant un plan de sécurité et, selon les besoins de la personne, un soutien matériel, médical, psychologique, juridique ;
- Facilite la mise en réseau et l'intégration des défenseur·ses dans les organisations et réseaux locaux de protection des minorités sexuelles et de genre, ainsi que leur participation aux cycles de formation ;
- Etablit un bilan sur le mécanisme de protection et de suivi des défenseur·ses et les impacts sur leurs parcours ;
- Met à jour un MOOC sur la sécurité des défenseur·ses des droits humains en y intégrant un module sur la sécurité des défenseur·ses des droits des minorités sexuelles et de genre.

**Participe au bon fonctionnement du pôle Protection DDH (Défenseur·ses des droits humains)**

- Participe, en lien avec les autres membres du Pôle Protection, à la mise en œuvre du volet « Protection des DDH » du plan stratégique 2022/2025 d'Agir ensemble ;
- Contribue à la veille et au développement d'opportunités de financements, en lien avec la Coordinatrice du projet ainsi que la Responsable du pôle Protection ;
- Monte et dispense le cas échéant des formations en lien avec la thématique de la protection des DDH auprès de partenaires de terrain et/ou auprès de DDH ;
- Capitalise sur son expérience géographique et thématique pour alimenter des documents de positionnement et développer de nouveaux partenariats pour la protection des minorités sexuelles et de genre ;
- Contribue à la représentation institutionnelle et à la visibilité d'Agir ensemble dans son champ de responsabilité (représente notamment Agir ensemble au sein de réseaux, plateformes et/ou collectifs qui travaillent sur la protection des DDH, organise des actions ou événements en lien avec ces réseaux) ;
- Exerce une veille permanente sur le périmètre de sa responsabilité : situation géopolitique, veille thématique, conditions sécuritaires, identification des attentes des partenaires ... ;
- Contribue aux actions de communication interne et externe (rapport d'activités, newsletter...).





## PROFIL DU·DE LA CANDIDAT·E

### Formation et expériences :

- Diplôme Master 2 (relations internationales, droit, sciences politiques, coopération internationale, gestion de projets internationaux ou tout autre domaine pertinent) ;
- Excellente connaissance des problématiques relatives à la promotion des droits humains et à la protection des défenseur·ses des droits des minorités sexuelles et de genre en danger ;
- 3 à 5 années d'expérience professionnelle en gestion de projets de protection des DDH ou des minorités sexuelles et de genre ;
- Expérience en gestion de Fonds d'urgence souhaitée.

### Qualifications et compétences requises :

- Compétences techniques et opérationnelles avérées en gestion de projets de protection des défenseur·ses des minorités sexuelles et de genre ;
- Compétences techniques et opérationnelles avérées en formation d'organisations de la société civile à la protection individuelle et collective ;
- Excellente maîtrise de l'anglais et du français à l'écrit et à l'oral ;
- Aisance à l'écrit et à l'oral.

### Qualités recherchées du·de la candidat·e :

- Qualités relationnelles, sens de la diplomatie, disponibilité ;
- Capacité de travailler en réseau et d'animer un collectif ;
- Polyvalence, goût du travail en équipe au sein d'une structure associative de taille modeste ;
- Sens de l'organisation ;
- Adhésion aux valeurs et objectifs d'Agir ensemble.

## CONDITIONS & DURÉE DU POSTE

- Poste à temps plein basé à Lyon (16, avenue Berthelot – 69007 LYON)
- Statut cadre
- Contrat de 12 mois renouvelable. Possibilité de télétravail (charte de télétravail adoptée en janvier 2022).
- Horaires modulables conformément à l'accord collectif d'aménagement du temps de travail (contrat 35 heures semaine + choix formule horaires 37h + 11 RTT ou 38h + 16 RTT sur 4.5 jours ou 39h + 23 RTT sur 5 jours)
- Prise en charge de la carte de transports urbains lyonnais (abonnement TCL) sur présentation du justificatif
- Complémentaire santé compétitive prise en charge à 50% par l'employeur
- Prise en charge à 100% de la Prévoyance complémentaire « Décès/Incapacité-Invalidité »
- Salaire de 28 à 30 K€/an selon profil
- Poste à pourvoir dès que possible



**COMMENT POSTULER**

Documents (CV + lettre de motivation sur 1 page max) à envoyer avant le mercredi 16 juillet 2025 avec en objet « Candidature\_CPP\_HOPE\_2025 » à [recrutements@aedh.org](mailto:recrutements@aedh.org).

Dans le courriel de candidature, merci d'indiquer 2 à 3 personnes pour la prise de références, en nous communiquant leur nom, fonction et lien par rapport à vous, leur adresse courriel et leur téléphone (les personnes ne seront pas contactées sans votre accord préalable).

Agir ensemble se réserve le droit de clôturer les candidatures avant la date limite indiquée dans le cas où un·e candidat·e serait retenu·e.

En raison du volume important de candidatures, veuillez considérer que si nous ne vous recontactons pas dans les 10 jours suivant la date de clôture de l'offre, nous ne donnerons pas suite à votre candidature.

